

Comment a-t-on pu en arriver là ?

Vendredi 26 novembre, au banquet républicain de Vernouillet, après la présentation des théories de Bat'Yeor l'un de nous s'écria "Mais comment a-t-on pu en arriver là ?".

Depuis, cette question trotte dans ma tête: bien sûr, on peut ne pas adhérer totalement aux thèses "d'Eurabia" et ne pas croire à un complot visant à la disparition totale de notre société, mais, même si on n'y adhère pas, même si on ne croit pas au complot, on est obligé de constater que, pour les moins jeunes d'entre nous, la France de notre enfance n'est plus reconnaissable sous les khamis et les hidjabs, et que la quasi-totalité des décideurs, quelle que soit leur orientation politique, trouvent cela très bien. Il y a sans doute des raisons à cela, et, pour ceux qui veulent lutter contre cette transformation présentée comme inéluctable, il est important de connaître ces raisons pour les combattre.

Les raisons d'une invasion

En 1974, M. Boumédiène, deuxième président de l'Algérie indépendante, prononça un discours à l'ONU dans lequel il déclara:

«Un jour, des millions d'hommes quitteront l'hémisphère sud pour faire irruption dans l'hémisphère nord. Et certainement pas en amis. Car ils y feront irruption pour le conquérir. Et ils le conquerront en le peuplant de leurs fils. C'est le ventre de nos femmes qui nous offrira la victoire»

Aujourd'hui, nous constatons combien ce discours voyait juste: pourquoi n'a-t-on rien fait contre ? M. Boumédiène était un tenant, progressiste, de "l'Algérie aux Algériens !": pourquoi les tenants de "la France aux Français !", se font traiter de réactionnaires, pourquoi n'ont-ils pas voix au chapitre ?

La vague de décolonisation priva la France de populations peu

instruites, pauvres, prêtes donc à travailler pour des salaires réduits: cela ne faisait pas l'affaire des tenants du capital, qui avaient besoin de salariées taillables et corvéables presque à merci, sous peine de voir les ouvriers français réclamer des revenus décents en contrepartie de leur travail. Pour éviter cette diminution de leur profit, les nantis ont intérêt à faire venir toujours plus de salariées désarmées et affamées: c'est la raison pour laquelle, malgré les vagues successives de régularisation, aujourd'hui encore, on voit des salariées "sans-papiers" (en fait clandestins) dans les secteurs du BTP ou de l'hôtellerie notamment. Un salarié clandestin est toujours plus malléable qu'un qui a des papiers en règle, les proxénètes le savent bien, qui commencent par confisquer les passeports de leur protégées. Les employeurs du bâtiment ou de la restauration qui emploient des clandestins ne procèdent pas autrement, et si on régularise leurs collaborateurs, ils s'en débarrasseront à la première occasion pour les remplacer par de nouveaux arrivés, toujours sans papiers, toujours moins exigeants. C'est pourquoi la régularisation est un leurre. Les secteurs qui ont besoin de main d'oeuvre en France seront toujours les premiers à défendre l'immigration, et à traiter de "racistes" ceux qui en veulent à leurs profits en voulant tarir ce flot ininterrompu qui monte du sud vers le nord, qui s'étend de l'est vers l'ouest...

On voit donc combien les plus nantis, classés comme "conservateurs", "à droite", ont besoin d'une immigration sans cesse renouvelée. Dans ce cadre, on comprend mieux comment M. Schweitzer, ancien patron de Renault, s'est fait un défenseur acharné du droit de porter le hijab lorsqu'il était président de la Halde: les patrons préfèrent toujours les revendications religieuses et costumières, peu coûteuses à satisfaire, aux revendications salariales.

Cependant, on devrait dans ces conditions assister à une réaction inverse à gauche, dans le camp "progressiste": or, non seulement il n'en est rien, mais au contraire, il marche la main dans la main avec les patrons immigrationnistes.

Pourquoi ?

Du passé faisons table rase !

Pourquoi M. Besancenot, leader du parti anti-capitaliste, nourrit-il la même affection pour le voile islamique que M. Schweitzer, ancien patron de Renault ? Où est passée la fibre féministe de l'extrême-gauche, voire de la gauche bon teint ? Après la disparition de l'empire soviétique, la gauche a dû se rendre à l'évidence: le matin du grand soir risquait bien de se faire attendre... au contraire, la conversion des populations du pacte de Varsovie au capitalisme montrait bien que l'angle d'attaque traditionnel, qu'il soit révolutionnaire ou réformiste, était émoussé. Bien pire, en France les élections se font au centre, et c'est la classe moyenne qui décide, alors qu'elle est plus soucieuse de changer son téléviseur ou son automobile que de faire la révolution. Tandis que la gauche révolutionnaire voyait cette perspective s'évanouir, la gauche réformiste se voyait obligée d'argumenter sur le terrain économique de la droite, avec des arguments forcément moins efficaces, puisque l'électeur préfère en général l'original à la copie.

Les révolutionnaires sont persuadés que l'arrivée en masse d'un lumpen-prolétariat peu instruit, donc facile à manipuler, permettra de renverser les valeurs traditionnelles plus sûrement qu'une révolution spectaculaire. Encore faut-il pour cela éviter que ces nouveaux arrivants ne s'intègrent à l'ordre qu'on veut renverser: c'est pour cela que la gauche a combattu la volonté d'intégration. D'abord avec des slogans comme "l'intégration, c'est la désintégration", puis en réclamant "le droit à la différence", en attendant "le droit de chacun à vivre comme il l'entend, lois comprises".

Pendant ce temps la gauche réformiste réclame le droit de vote pour les immigrés, persuadée que tous ces nouveaux électeurs, éperdus de reconnaissance pour la social-démocratie à l'occidentale, va voter en masse pour Mme Aubry et ses horaires de piscine séparés...

La cocotte-minute

Voilà le tableau: entre une droite qui a besoin de chair à machine (les canons n'étant plus à la mode) et une gauche qui pense que les immigrants vont la porter au pouvoir, qui a intérêt à s'interroger sur les "bienfaits" de l'immigration ("une chance pour la France", disait le centriste M. Stirn) ? Quelques républicains, qu'ils soient de sensibilité conservatrice ou progressiste... Alors, tout est-il perdu ? Non, cette diversité d'origine est justement source d'espoir, encore faut-il savoir décrypter les discours pour s'élever contre ce qui est présenté comme des vérités incontestables.

D'abord, il ne faut pas se laisser diaboliser: tout un chacun a le droit de s'interroger sur les bienfaits que représente pour son pays un mouvement qui ne profite qu'à ceux qui feignent de le croire inévitable. Nous avons le devoir de laisser aux générations futures une France où il fait aussi bon vivre que celle qu'on a connue, est-ce en laissant l'obscurantisme islamiste s'étendre sur l'Hexagone qu'on y parviendra ?

Enfin, le prochain axe de lutte consiste à s'élever contre la mondialisation: celle-ci a pour conséquence d'enrichir encore davantage les plus nantis de chaque pays (ceux qui ont le moyen de faire voyager leurs capitaux), sans pour cela profiter aux moins favorisés. En effet, l'immigration n'est pas non plus un bien pour les pays d'émigration: non seulement ceux-ci se voient privés de leurs éléments les plus dynamiques, les plus entreprenants, mais surtout cette régulation artificielle contribue à maintenir au pouvoir des dirigeants souvent corrompus. En laissant s'échapper la vapeur de l'émigration vers les pays riches, ces dirigeants évitent que le couvercle de leur cocotte-minute locale ne les renverse... M. Boumédiène l'avait compris dès 1974, à nous de faire monter la pression en inversant la tendance !

François Lahab